



CONFERENCE DU 20 MAI 2008

PAR ELENA LASIDA

Economiste, chargée de mission à « Justice et Paix »,
Maître de conférences à l'Institut Catholique de Paris

La crise alimentaire mondiale : quel développement durable et solidaire ?

Comment nous impliquer Individuellement et collectivement ?

INTRODUCTION A LA CONFERENCE

D' ELENA LASIDA

Par Alban Sartori

Les *Semaines Sociales de Rueil* sont une association d'inspiration chrétienne, qui veulent porter un regard neuf sur les questions de société. Nous partageons les orientations des Semaines Sociales de France (vous avez pu voir des petites brochures sur vos sièges en arrivant) dont elles sont une antenne régionale, mais en travaillant à avoir un rayonnement local sur Rueil et ses environs : en somme créer les conditions d'un débat, de multiples manières, en organisant des conférences, en alimentant le travail d'équipes, en proposant certainement d'autres choses demain, d'être un lieu de partage, de réflexion et d'échange, inspiré certes, mais ouvert à toutes et tous, ancré et ouvert sur le monde.

La rencontre de ce soir vient clore un cycle que les Semaines Sociales de Rueil nous avaient proposé sur *le thème du développement durable*. Ce cycle a commencé le 23 octobre dernier avec la conférence de Christian Mellon, à laquelle certains d'entre vous devaient être ; puis nous vous avons proposé deux fiches thématiques l'une sur « **Développement durable et Création** » et l'autre sur « **Développement durable et Solidarité** », sur lesquelles de petites équipes, comme par le passé, ont travaillé entre ces conférences. Et nous nous retrouvons ce soir pour clore ce cycle en beauté, en parallèle de la session 2007 des Semaines Sociales de France, qui traitaient de ce thème (dont je signale la sortie récente des actes, très bon ouvrage que vous trouverez dans toutes les bonnes librairies, qui s'intitule « **Vivre autrement pour un Développement durable et solidaire** » aux éditions Bayard Presse, 266 pages, 21 €, très, très bien). Il y a peu de promotion dans mon introduction, il fallait que je fasse celle-là.

Ce soir nous avons décidé de nous retrouver autour du thème « seul » du développement durable. Et puis en préparant avec Elena Lasida, qui nous fait l'amitié d'être des nôtres ce soir, et que nous sommes ravis d'accueillir, nous n'avons pas pu ne pas nous arrêter sur une actualité particulière que l'on peut appeler « *la crise alimentaire mondiale* ». Que dire de cette actualité stupéfiante ? Que pour la première fois depuis un certain temps 36 pays dont 21 en Afrique auront besoin de l'Aide Alimentaire en 2008, cette année, pour pouvoir survivre ; que l'on assiste à la plus forte hausse de l'index des matières premières alimentaires depuis les années 70 ; que cette crise marque ou en tout cas met au pas une lutte initiée dans les années 70 et 80 contre la malnutrition dans le monde, qui se libelle entre autres sous les objectifs du millénaire que vous connaissez peut-être, qui ont été donnés par l'Organisation des Nations Unies, qui n'étaient qu'une accélération des actions mises en œuvre dans les dernières décennies, et qui voit l'espoir de faire réduire significativement la malnutrition dans le monde. Puis des symptômes, des phénomènes sociaux inquiétants pour le moins sont apparus, des émeutes de la faim dans beaucoup de pays au bord de la guerre civile, et dans nos pays même de l'Occident, qu'on pouvait penser protégés parce que riches, une vraie paupérisation croissante, violente pour un certain nombre de nos compatriotes. L'une des six crises majeures qui bouleverse l'ordre économique mondial, (c'était le titre d'un hors série du « Monde » à la fin du mois d'avril dernier), une crise qui bouleverse certainement l'ordre économique mondial, mais qui ne peut pas ne pas interpeller nos consciences. Elle l'interpelle d'une manière particulière parce que l'une des difficultés du thème du développement durable est que c'est un thème extrêmement compliqué et que nous sommes souvent perdus dans les débats d'experts qui nous parlent de la

fonte des glaces du Pôle nord, qui nous parlent d'un certain nombre de phénomènes, au demeurant inquiétants, mais, tout d'abord, nous ne savons pas l'exacte vérité, faute d'informations, ou nous n'avons pas pris le temps et l'énergie de les rassembler.

Et puis une question lancinante, nous revient souvent : « Que pouvons-nous y faire ? », Qu'est-ce que je peux faire à la fonte des glaces ? Qu'est-ce que je peux faire à la crise alimentaire mondiale ? On a tendance à se sentir assez désemparés par rapport à des phénomènes systémiques, qui sont issus d'une situation qui est structurelle par un accident de l'histoire ou de nos sociétés. Un certain nombre de causes remontent à un certain nombre d'années et sont ancrées dans des phénomènes extrêmement complexes. On essaie de se rassurer parfois en se disant est-ce finalement si grave, et surtout qu'est-ce que je peux y faire ?

Alors nous sommes ici, ce soir, en voulant nous laisser interpellé (je parlais de « pensée sociale chrétienne », pour les orientations des Semaines Sociales de Rueil), par un certain nombre de textes. Je voudrais vous lire une phrase, très courte, d'une encyclique que vous connaissez peut-être qui s'appelle « *Populorum Progressio* » dont on a fêté le quarantième anniversaire l'année dernière. Vous allez dire une encyclique, 1967, c'est très vieux, c'est poussiéreux, ce n'est certainement pas d'actualité. Cela a été re-cité dans la lettre des Semaines Sociales de France, juste une phrase qui dit « *Le monde est malade et son mal réside moins dans la stérilisation des ressources ou leur accaparement par quelques-uns que dans le manque de fraternité entre les hommes et les peuples. Le développement est le nouveau nom de la paix* ». Ces phrases résonnent tout particulièrement dans l'actualité du jour, elles ont beau avoir quarante et un ans maintenant. En tout cas si nous ne savons pas ce que nous pouvons y faire, nous avons tendance à croire que nous devons y faire quelque chose avec les moyens qui sont les nôtres, dans la situation qui est la nôtre. C'est cette interpellation qui nous a encouragés à nous réunir ce soir, interpellation d'ailleurs à laquelle on peut être sensible que l'on soit chrétien ou non.

Pour ce faire, il nous fallait être accompagnés, dûment parce que la question est complexe, parce que c'est une question d'actualité, parce qu'elle utilise un certain nombre de connaissances, et puis, je le disais, avec laquelle on n'est pas forcément à l'aise, à titre individuel. Après son triomphe à la Semaine Sociale du 17 novembre 2007, **Elena Lasida** a accepté, en toute simplicité, de nous rejoindre ce soir.

Je dis trois mots sur Elena, elle se présentera bien mieux que je ne pourrais le faire : elle est Uruguayenne et vit en France depuis plusieurs années, ce qui fait qu'elle parle mieux que vous et moi avec une pointe d'accent absolument délicieuse. Elle est docteur en Sciences Economique et sociale, chargée de mission à « Justice et Paix », où elle a énormément travaillé sur ces questions de développement durable. Elle est également enseignante à l'Institut Catholique de Paris où elle est en charge, entre autres, d'un master dont elle pourra nous dire un mot et dont la vocation est ici de mûrir et de former les étudiants à la réconciliation d'une part de logique de marché et d'autre part à ces questions éthiques, entre autres celle du développement durable. Je rappelle deux points de fonctionnement pour ce soir, un peu moins lyriques que le reste de mon propos :

- Vous rappeler qu'à l'issue de l'intervention et du débat nous proposerons un verre de l'amitié
- Nous avons un ami libraire, Dédicace, 7 passage d'Arcole à Rueil-Malmaison (deuxième passage promotionnel) qui nous fait l'amitié d'être venu ce soir avec un certain nombre d'ouvrages, entre autres certains auxquels Elena a pu collaborer.
- Puis nous vous proposerons de cotiser aux Semaines Sociales de Rueil et de participer aux frais de cette soirée puisqu'elle est gratuite, mais que toute participation est la bienvenue.

Je voulais aussi vous rappeler le principe des questions. Alors on verra comment cela se déroulera. La règle comme les fois précédente est de passer par des questions écrites qui seront synthétisées.

CONFÉRENCE

Par ELENA LASIDA

Tout d'abord je voudrais dire - à partir d'où je parle - puisque les questions de crise alimentaire ou de développement, peuvent évidemment être abordées de manières très différentes selon le lieu à partir duquel on parle. La première chose que je dirai, et qui a déjà été soulignée : je viens d'un pays du Sud, l'Uruguay, qui est un tout petit pays de l'Amérique latine, mais cela fait quelques années que je vis au Nord, en France et donc je suis un peu traversée par la tension entre le Nord et le Sud. Et ces deux appartenances qui m'habitent, très souvent sont en tension et donc mon regard sur le monde et sur les relations Nord - Sud, je le porte à partir de cette expérience personnelle. Pour moi les rapports Nord-Sud et les questions du développement, avant d'être un objet d'études, sont surtout une expérience personnelle, une expérience de vie. Ensuite je dirai que j'ai principalement une formation en économie et donc cela biaise mon regard sur le monde. C'est surtout la dimension économique à laquelle, en général, je fais le plus attention. Ceci dit, je me suis toujours intéressée à ce que j'appelle « les limites de l'économie », c'est-à-dire, là où l'économie n'est plus auto-suffisante et a besoin d'autres disciplines pour pouvoir répondre aux questions qui lui sont posées. Je me suis beaucoup intéressée au dialogue entre l'économie et d'autres disciplines, en particulier au dialogue entre l'économie et la théologie. C'est un peu sur ces questions là que j'ai fait ma thèse.

Aujourd'hui je travaille d'une part à « *la Catho* ». Je suis responsable **d'un master sur le développement durable et sur l'économie solidaire** : l'idée c'est de voir à travers toutes ces pratiques nouvelles appelées aujourd'hui, économie solidaire, développement durable, micro crédit, finances éthiques, s'il y a une nouvelle manière de faire de l'économie, une nouvelle articulation entre le marché et la dimension plutôt sociale, politique et environnementale liée à l'économie. Donc, pour moi, c'est un lieu de réflexion où je travaille déjà sur la question du développement durable. En même temps je suis à « **Justice et Paix** ».

« **Justice et Paix** », sûrement si vous avez entendu Christian Mellon quand il était venu, il vous en a peut-être parlé, car on y a travaillé ensemble. C'est un service de la Conférence des Evêques qui suit toutes les questions de justice et paix surtout au niveau international. Ce sont les questions des droits de l'homme, de paix et sécurité, mais aussi de développement des relations Nord- Sud. A l'intérieur de « Justice et Paix, je suis surtout les questions liées au développement. C'est dans ce cadre là qu'il y a un peu plus de trois ans on a choisi de travailler sur le développement durable. On sentait que c'était une question qui devenait de plus en plus importante et que tout le monde en parlait mais en lui attribuant des contenus très différents. Vous savez aujourd'hui tout le monde parle de développement durable, tout le monde s'en réclame, et avec ce terme on dit des choses très différentes, et je dirais, même parfois opposées. C'est pourquoi on a choisi de travailler sur la question.

Pour cela on a constitué un groupe pluridisciplinaire où nous sommes des personnes qui viennent avec différents types d'expérience et d'expertise et nous avons essayé de travailler ensemble sur cette question du développement durable. Et si je souligne ce point, c'est que pour moi la manière de travailler dans ce groupe dit déjà beaucoup du contenu même du thème ; en fait nous venons d'horizons différents avec des compétences différentes et nous avons commencé à mettre en commun nos différents regards sur le développement durable : chacun écrivait sur le thème et ensuite, ce que cette personne avait écrit, était discutée dans le groupe et repris et réécrit

par une autre personne ce qui fait qu'aujourd'hui ce que nous avons produit et publié sur la question est surtout un travail d'élaboration collective.

On a sorti un premier ouvrage « **notre mode de vie est-il durable ?** » où on a essayé de faire une présentation générale du développement durable et de souligner les enjeux éthiques et théologiques. C'est un ouvrage collectif car, comme je le disais tout à l'heure, nous sommes plusieurs mais il y a une différence par rapport à la plupart des ouvrages collectifs où ce sont plusieurs articles qui sont regroupés dans un même bouquin : le collectif c'est que tous ces articles parlent d'un même thème, mais c'est très rare qu'il y ait en fait un travail véritablement collectif. Pour moi c'est cela le mérite de notre travail : ce qu'il y a ici n'appartient à personne, c'est justement le fruit de cette réflexion et de ces échanges ; c'est un travail qui n'a pas été facile car surtout pour ceux qui sont universitaires, le fait d'écrire quelque chose et que ce soit repris et réécrit par quelqu'un d'autre, cela suppose quelque part de se désapproprier de sa pensée et de son travail et d'accepter que quelqu'un d'autre justement le refasse d'une autre manière. Il y a eu toute cette expérience *de déplacement et de désappropriation* qui nous a permis justement d'élaborer quelque chose ensemble. J'insiste sur cela car je crois que le développement durable est aujourd'hui, avant tout, un défi : penser de nouvelles manières de faire ensemble, *de faire projet ensemble* ; pour apprendre à faire ensemble, il faut passer par cette expérience du déplacement et de la désappropriation. Pour moi, la manière avec laquelle nous y avons travaillé exprime déjà bien ce que nous voulons dire du développement durable.

On a continué notre réflexion avec l'élaboration de plaquettes sur des thèmes plus spécifiques. On a sorti une première plaquette *sur la mobilité* : c'est l'une des questions qui apparaît toujours en premier, le thème *du transport et du déplacement* ; le titre est « **mobilité durable : bouger moins pour être plus présent** ». Là c'est beaucoup plus lisible et facile à aborder. Nous travaillons sur une 2ème plaquette qui est sur la *croissance*. On en parle beaucoup aujourd'hui ; c'est un thème qui dans le cadre du développement durable est souvent mis en rapport avec la *décroissance* et c'est pour aborder toutes ces questions de *croissance- décroissance* que nous poursuivons le travail. Ceci pour dire à partir d'où je parle et surtout *que ce que je dis, je le porte comme une parole non pas personnelle mais collective*. Nous publions aussi une lettre mensuelle de « Justice et paix » avec des articles d'actualité : l'éditorial de la dernière lettre traite justement de la crise alimentaire avec comme titre « **le tsunami de la faim** ».

Voilà pour la présentation. L'idée c'était de relier cette question de développement durable à cette actualité de la crise alimentaire qui a été mise en avant avec les émeutes de la faim. Je vais juste souligner 2 ou 3 choses par rapport à cette crise alimentaire et à partir de là je vais poser des questions en terme de développement et ce qu'en dit le développement durable. Je vais souligner les causes qu'on attribue en général à cette crise et 2 des solutions que l'on évoque pour aborder cette crise.

La crise

La crise, on l'a bien dit, c'est surtout une augmentation exceptionnelle des prix des produits alimentaires, notamment des céréales comme, le blé, le maïs, le riz. Si c'est exceptionnel, c'est parce que depuis des années les prix de ces céréales baissaient progressivement et en partie parce que l'Europe, le Japon, les Etats-Unis continuent encore à bien subventionner ces produits ce qui a permis, sur le marché international, de les vendre à des prix très bas. Donc, après une baisse progressive de ces produits on a connu, ces dernières années, une augmentation exceptionnelle à l'exemple du blé dont le prix en une année a été multiplié par 2., avec des conséquences importantes pour des populations dont l'alimentation est basée sur ces produits.

Quelles sont les causes de ces augmentations exceptionnelles de prix ?

Les causes se trouvent surtout au niveau de la demande plutôt qu'au niveau de l'offre car le montant de la production n'a pas baissé ; il y a même eu une petite augmentation ces dernières années. Pourquoi la demande a-t-elle augmenté ? En général, il y a 2 causes qui sont évoquées :

la 1^{ère} cause, c'est le **développement de certains pays émergents** comme la Chine et l'Inde. Comme vous le savez, la Chine connaît depuis une dizaine d'années une croissance exceptionnelle qui se traduit par l'amélioration du niveau de vie d'une partie importante de la population. Le problème c'est que ce n'est pas toute la population qui en profite mais la Chine, comme l'Inde, sont des pays très peuplés et il y a une partie importante de la population aujourd'hui qui vit mieux, grâce à cette croissance et au décollage économique de ces régions. Amélioration du niveau de vie veut dire pouvoir se nourrir mieux et donc une augmentation de la demande de céréales mais cela veut dire aussi consommer plus de viande ce qui entraîne indirectement une augmentation de la demande en céréales. Là, il y a une 1^{ère} cause dont il faut plutôt se réjouir que se plaindre, du fait qu'une grande partie de la population mondiale dans ces pays peut vivre mieux ; mais évidemment cela a des conséquences au niveau de la demande internationale des céréales et va nuire pour l'accès à ces produits en d'autres lieux.

La 2^{ème} cause qu'on évoque souvent et qui est directement liée au développement durable, est la demande des céréales pour faire des **agrocarburants**. Avec toute la recherche sur des énergies alternatives au pétrole qui est une ressource très utilisée mais en risque de disparition et de plus très polluante, on a trouvé que les produits végétaux pouvaient servir de carburants. Mais, là, on est en concurrence entre leur utilisation alimentaire et leur utilisation pour les transports. Evidemment les agrocarburants ont augmenté aussi la demande et la consommation des céréales.

Il y a aussi la **hausse du prix du pétrole** qui entraîne l'augmentation du prix de la production agricole qui en est très dépendante.

L'autre problème est la **spéculation financière** autour de l'augmentation des prix des matières premières en lien avec la crise financière que l'on vit depuis plus longtemps autour **des subprimes**.

Ce sont des causes très différentes et on ne sait pas combien chacune pèse dans l'effet final mais tout cela est très imbriqué et c'est ce qui a fait exploser les prix des céréales ces derniers temps. Il y a des effets très graves qui peuvent avoir des conséquences très graves pour certaines régions notamment pour l'Afrique mais pas seulement, comme Haïti où il y a eu des émeutes ; aujourd'hui cela met en danger la survie de plusieurs pays et pour la plupart des pays africains.

Voilà la crise et les causes. Tout cela a généré des réactions au niveau humanitaire: il y a la Banque Mondiale et le FMI qui essayent de débloquer des fonds pour pouvoir aider ces pays qui aujourd'hui se trouvent en situation de crise alimentaire. Mais ce ne sont pas ces solutions, qui sont plutôt des solutions d'urgence, que je voudrais évoquer : cette crise a conduit à des questions de fond sur « **comment on produit ?** » « **comment on consomme ?** » et « **sur quoi fonde-t-on aujourd'hui nos modèles de développement ?** ».

Il y a deux facteurs, deux conséquences liées à cette crise qui sont intéressants à souligner et que je vais justement associer à la question du développement durable.

D'une part on dit : « *cette crise pourrait être une chance et pour l'Afrique et aussi pour l'Europe.* » Peut-être, le mot chance est-il un peu fort, provocateur, mais je pense que cela permet de dire :

1^{ère} conséquence,

« **La crise aujourd'hui ne permet-elle pas de penser non seulement comment résoudre le problème mais encore de trouver une manière de faire qui soit meilleure que celle qu'on avait avant ?** »

Pourquoi une chance pour l'Afrique ? Le problème en Afrique, dans plusieurs pays africains, c'est que la baisse des prix des céréales dont je parlais tout à l'heure, a fait que ces pays qui étaient eux-mêmes des producteurs de céréales, ont vu arriver sur le marché international ces mêmes

produits à des prix beaucoup plus bas sous l'effet des subventions. Donc, de fait, quel est l'intérêt de produire soi-même si on produit à un prix plus élevé que celui auquel on peut acheter quand le produit vient de l'extérieur ? Cela a conduit *plusieurs pays à abandonner des cultures vivrières*. Aujourd'hui, ce que l'on dit c'est : « *est-ce que cette augmentation des prix (qui rend très difficile pour ces pays le fait de pouvoir continuer à acheter, à importer ces produits), n'est pas une occasion pour revenir et renforcer, redévelopper la culture vivrière dans ces pays ?* » Alors, évidemment, il va falloir les aider pour qu'ils puissent redévelopper la culture à l'intérieur, car il va falloir des machines, des engrais, tout ce qu'il faut pour pouvoir produire. L'idée ce n'est pas de leur donner l'aliment qui leur manque maintenant, mais plutôt de les aider à produire eux-mêmes.

Et peut-être, cette augmentation des prix est-elle une chance pour que ces pays puissent devenir plus autonomes au niveau alimentaire. Le fait d'avoir ces produits à un prix plus bas que ce qu'ils peuvent produire, cela crée une dépendance par rapport à l'extérieur et au marché international. N'est-ce pas une chance aujourd'hui, pour tous ces pays de redévelopper la culture vivrière ? Cela en sachant que pour calculer la pauvreté, il y a un indicateur international en économie qui dit que le seuil de pauvreté est environ de deux dollars par jour : or la moitié de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour, c'est-à-dire au-dessous du seuil de pauvreté et 80% de cette population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté est en milieu rural et sont des paysans. Donc, si aujourd'hui, il y a cet **objectif du millénaire de réduire de moitié les gens qui sont en situation de pauvreté**, justement la possibilité de leur donner les moyens de pouvoir cultiver et répondre à leurs propres besoins alimentaires, c'est un moyen de lutter, au niveau mondial, contre la pauvreté. Voilà une *première conséquence positive de cette crise qui permet de penser d'une manière nouvelle le développement dans ces pays.*

2^{ème} conséquence :

Tout cela, c'est par rapport au Sud. Il y a aussi une conséquence au Nord et en particulier en Europe qui peut être intéressante. On dit justement aujourd'hui : c'est peut-être l'occasion de *penser autrement l'agriculture en Europe*. Alors, vous le savez, tout le débat sur l'agriculture, cela vient de très loin, c'est tout le débat autour de la PAC (Politique Agricole Commune) au sein de laquelle on a ces subventions qui, aujourd'hui, portent préjudice aux pays du Sud. Autour de ces subventions il y a un débat et un conflit depuis très longtemps, notamment au sein de l'OMC, mais le problème c'est que les agriculteurs ont besoin de ces subventions pour pouvoir vivre. C'est un problème qui n'est pas facile à résoudre. Cette crise d'aujourd'hui suppose de penser autrement l'agriculture :

- penser *une agriculture de qualité et moins polluante plutôt qu'une agriculture de grande quantité intensive*. Tout le développement agricole en Europe après la guerre a été très soutenu parce que la population européenne n'arrivait pas à produire le nécessaire pour se nourrir soi-même. Mais, on a tellement bien soutenu la production agricole, qu'on est passé à une situation de surproduction de l'Europe qui produit plus que ce dont elle a besoin. C'est pour cela qu'elle exporte et comme elle exporte des produits subventionnés, ils arrivent à des prix très bas qui portent préjudice aux pays du sud.

Alors, c'est *penser une agriculture autrement, une agriculture plutôt de qualité* : aujourd'hui il y a beaucoup de recherches à ce niveau, et je pense que cette crise renforce l'idée de revenir à des produits, comme on dit ici en France, « *d'appellation contrôlée* » : des produits qui, plutôt que par la quantité, sont valorisés par un savoir faire particulier, parce qu'ils sont obtenus d'une manière unique. Ce n'est pas la grande quantité de la production qui est recherchée mais plutôt la qualité.

3^{ème} conséquence

Il y a aussi une autre conséquence qui est beaucoup plus liée à une des causes que j'évoquais ; c'est le fait de *penser la quantité d'agrocarburants ici même en Europe avec justement le surplus de production de céréales que en général on exporte* : plutôt que de

l'exporter c'est *se donner les moyens pour produire des agrocarburants*. Cela pose aussi beaucoup de questions, ce n'est pas une décision facile. D'une part parce que cela demande un investissement très important, d'autre part parce qu'il ne faut pas non plus penser que la production des agro carburants va pouvoir remplacer toute la demande de pétrole à l'intérieur de l'Europe. Mais il faut penser à une diversification des sources d'énergie. Ce n'est pas les agrocarburants à la place du pétrole, mais ce sont *les agrocarburants qui peuvent compenser, en partie, l'utilisation du pétrole, surtout en utilisant cette partie de production qu'en général on exportait*.

Voilà des effets au niveau du Sud, au niveau du Nord, en lien avec cette crise qui, évidemment, ne répondent pas aux problèmes immédiats.

Il y a un *problème immédiat* qui demande une réponse d'ordre humanitaire, mais qui pose à mon avis une question qui est vraiment de développement : « *comment pense t'on le développement aujourd'hui ?* ».

Alors vous voyez que là c'est l'agriculture qui est en question, et cela pose déjà une question majeure en termes de développement parce que tous nos modes de développements occidental sont suivis par les pays du sud : *développement fondé sur l'industrialisation*. Le développement en général est très lié à l'industrialisation. *Et là il faudrait dire et penser le développement par un autre type d'agriculture*. C'est revenir à l'agriculture mais pas en termes de « *revenir en arrière* », mais c'est penser que l'agriculture peut aider à concevoir une nouvelle manière de développement.

Ensuite, cette crise pose une question très importante en termes de développement durable: c'est la relation entre Nord et Sud : aujourd'hui, d'une part, le Sud dépend du Nord (cela, on le savait) mais en plus, le Nord dépend du Sud. : aucune décision, notamment par rapport à l'agriculture, à la production des céréales, ne peut être prise au nord ou au sud de manière isolée. Ce qu'il faut, c'est plus que jamais, de la concertation au niveau international de ce type de décision qui touche le développement. A mon avis cette crise dit aujourd'hui d'une manière nouvelle qu'on a besoin au niveau international d'avoir de nouveaux espaces, de nouveaux moyens de décisions communes, de décisions concertées, de négociations entre le Nord et le Sud. *Cela suppose de penser autrement cette relation Nord /Sud*.

Donc voilà, si vous voulez, cette crise était un peu le point de départ à partir de laquelle je vais essayer de poser des questions en terme du développement durable. Pourquoi fais-je le lien avec le développement durable ? Parce que je crois que cette crise, à travers les questions qu'elle pose en termes de développement, dit quelque chose d'essentiel et pose des questions fondamentales en termes de développement durable.

Je vais évoquer :

- d'une part, **2 questions** en termes de : *Comment on comprend le développement durable à partir de cette crise ?*
 - Ensuite **deux éléments** qui sont plutôt au niveau **éthique**, deux enjeux éthiques toujours liés à partir de cette crise et pour le développement durable
 - et enfin **deux résonances**, ou deux enjeux plutôt au niveau **théologique**, parce que les questions que je pose au niveau théologique sont pour moi très articulées, très en résonance avec ces questions éthiques posées aujourd'hui au développement durable. Voilà **les trois niveaux** à travers lesquels je vais aborder ce passage, ce lien entre la crise actuelle et le développement durable.
- **Le développement durable**
-

Par rapport à ce que nous dit cette crise, en termes de développement durable, deux choses à mon avis sont très importantes. Vous savez, malheureusement, quand on parle du développement durable, on le réduit encore très souvent au problème environnemental : « pétrole, réchauffement climatique, gaz à effet de serre, problème de l'eau ». Ce n'est pas pour dire que la question environnementale n'est pas importante, mais aujourd'hui le grand enjeu c'est « *comment, à partir*

de ces limites environnementales auxquelles on est confronté, est-on capable de penser d'une manière radicalement nouvelle le développement avec toutes ses dimensions et avec toutes ses facettes, c'est-à-dire avec le développement social, le développement économique, le développement politique ? ». Cette crise montre très clairement que la question environnementale ne peut pas être isolée de toutes ses autres dimensions. Le problème des agrocarburants, que j'évoquais tout à l'heure, montre bien que justement quelque chose qui apparaissait comme la panacée en termes d'énergie (parce que - voilà - on a trouvé quelque chose pour remplacer le pétrole), induit d'autres effets en rentrant en concurrence avec la destination alimentaire. Donc, on ne peut pas séparer cette nouvelle source d'énergie des conséquences en termes social, économique, et politique. A mon avis, cette crise rappelle plus que jamais que le développement durable et les questions d'environnement doivent être situés, articulés et mis en rapport avec toute la dimension sociale, économique et politique.

1^{er} élément

Cela induit quelque chose de fondamental sur le sens : « **qu'est-ce que le développement durable ?** » Je pense que ce qualificatif de « durable » peut parfois induire en erreur parce que quand on dit durable on entend plutôt le fait de faire durer, de maintenir, de pouvoir prolonger. Je pense que *le grand défi du développement durable ce n'est pas tellement de faire durer ce qui existe déjà, mais c'est de pouvoir créer d'une manière nouvelle*. Ce n'est pas justement de pouvoir prolonger le plus possible le type de développement que nous avons aujourd'hui, mais c'est plutôt le repenser d'une manière complètement nouvelle. Je pense qu'aujourd'hui cette crise montre bien que le problème du développement durable n'est pas simplement une question de prolongation, c'est justement une question de « **comment aujourd'hui on pense la création, donc la production, la consommation, nos modes de vie d'une manière complètement nouvelle ?** ». Voilà un *premier élément* lié au développement durable, cette caractéristique multidimensionnelle, pluridimensionnelle qui est propre au développement durable.

2^{ème} élément

Cette crise le rappelle d'une manière très forte : quand on définit le développement durable **on parle souvent de trois pôles**. Il y a l'environnemental, mais aussi l'économique et le social. Eh bien, je pense **qu'il y a un quatrième pôle**, essentiel pour pouvoir aujourd'hui aborder cette question qui est sous jacente quand on parle de ces trois pôles mais qu'à mon avis il faut mettre en avant de manière beaucoup plus explicite : c'est *la dimension politique* parce que, penser aujourd'hui de manière nouvelle l'articulation entre l'environnement, l'économique et le social suppose surtout de nouvelles manières de vivre ensemble, de faire projet ensemble. Cela, c'est justement penser d'une manière nouvelle comment on fait de la politique. Quand je parle là de la politique, ce n'est pas simplement par rapport aux élus, ce n'est pas la politique justement en termes de gouvernement. Je parle de politique dans ce sens fondamental du terme. Vous savez la politique c'est la gestion de la police, de la cité, du vivre ensemble. *Alors aujourd'hui comment gérons-nous notre vivre ensemble au niveau local, au niveau national, au niveau international ?* C'est cela la question fondamentale, et on l'avait vu tout à l'heure avec la crise. Je disais la crise aujourd'hui pousse à penser des relations nouvelles entre le Nord et le Sud. Là, on ne peut pas faire l'impasse de la dimension politique. Aujourd'hui, cette crise ne peut pas être abordée uniquement par une question de redistribution des aliments ou des céréales ou par des effets simplement d'une assistance d'urgence au niveau humanitaire. Cela demande d'être pensé surtout au niveau des relations politiques entre les différents pays concernés.

Voilà **deux choses**, à mon avis, que cette crise rappelle du développement durable et qui sont essentielles : **Premièrement** que le développement durable ce n'est pas seulement l'environnement naturel, mais c'est aussi et surtout l'environnement social ; et **deuxièmement** que la dimension politique, aujourd'hui pour penser le développement durable, c'est une dimension essentielle : elle permet de tisser, d'articuler d'une manière nouvelle, environnement, économique et social. Voilà pour ce qui est de la conception du développement durable. Si on l'approche de cette manière là, ce n'est pas simplement le problème des agrocarburants en lien avec le

développement durable mais c'est un problème général : « *comment conçoit-on aujourd'hui le développement ? Que doit-on développer ?* ».

Quand on dit développement, cela veut dire améliorer. En général les pays développés ont une meilleure qualité de vie, un meilleur niveau de vie ? Qu'est-ce qu'on met derrière cette meilleure qualité de vie, en fonction de quoi définit-on une meilleure qualité de vie ? Simplement du fait de pouvoir accéder à plus de biens, de pouvoir manger mieux ? Ou est-ce que justement aujourd'hui dans la qualité de vie, dans une meilleure qualité de vie ne faut-il pas tenir compte d'autres choses qui font l'essentiel de la vie ? C'est par exemple *toute la dimension relationnelle* dans ce qui est de l'ordre du *faire projet ensemble*, du vivre ensemble. En fonction de quoi définissons-nous aujourd'hui la qualité de vie ? C'est cela la question du développement durable que nous rappelle de manière très forte cette crise. Voilà pour le **premier point** : qu'est-ce que c'est le développement durable, quelles questions cela pose, à partir de cette crise ?

Point de vue éthique

Alors il y a **deux éléments** sur lesquels nous avons dans le travail de « *Justice et Paix* » mis l'accent d'un **point de vue éthique** et qui sont à mon avis illustrés de manière exemplaire, avec cette crise.

Premier élément : la question du choix

On cherche des solutions pour gérer autrement les ressources naturelles pour pouvoir les faire durer plus longtemps et pour ne pas les dégrader comme on est en train de le faire aujourd'hui ; et on est souvent à la recherche de la solution magique, de la recette qui va nous permettre de remplacer les sources d'énergie actuelles et qui vont nous permettre de continuer à vivre de la même manière. On est à la recherche de ces solutions miracles.

Je pense qu'il faut aujourd'hui surtout accepter, en termes de développement durable et en termes d'environnement, qu'il n'y a pas et il n'y aura pas de solution miracle, bonne pour tous : cela n'existe pas. Chaque solution peut avoir des effets pervers : être bonne pour les uns et mauvaise pour les autres. Regardez ce qui se passe au Brésil qui, justement avec cette crise, est dans une situation très difficile. D'une part, il a beaucoup d'agrocultures, c'est un des pays qui les a le plus développés et les exporte en grande quantité. Cela veut dire que pour le Brésil c'est une source de revenus très importante. Mais le problème aussi c'est que le Brésil se retrouve avec une partie de sa population qui n'accède pas aux biens de base pour son alimentation. Donc qu'est-ce qu'il faut faire ? Réduire la production d'agro carburants et donc, avoir moins d'exportations et moins de revenus pour le pays ? Ou plutôt développer la culture vivrière pour pouvoir nourrir sa population ? La décision n'est pas du tout évidente. Ce que je crois, c'est que partout, face à tous ces problèmes, face à toutes ces limites, il va y avoir en fait toujours une question de choix. **C'est pour cela que c'est une question éthique.** Le développement durable aujourd'hui surtout nous pose la question : ***comment faisons-nous nos choix ? Et comment d'une manière nouvelle apprend-on à faire des choix ensemble ?*** Ce n'est jamais facile de faire des choix au niveau individuel, et encore moins avec d'autres qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous. Comment fait-on des choix ensemble ? Comment fait-on des choix collectifs ? Je pense que cela est une question fondamentale en termes de développement durable.

Je parlais de la dimension politique et comment le Nord dépendait du Sud et le Sud dépendait du Nord. Justement il va falloir trouver des espaces nouveaux pour apprendre à faire des choix d'une manière nouvelle. Voilà le deuxième élément éthique. Le premier est surtout lié au choix : pas de solution miracle, mais développer, disons, une pédagogie du choix, apprendre à faire des choix.

Deuxième élément éthique : l'approche positive de la limite

C'est pour nous un élément central, lié aux solutions que j'évoquais par rapport à la crise actuelle, ce que nous appelons *l'approche positive de la limite*. C'est-à-dire qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à des problèmes au niveau surtout environnemental qui sont des limites. Ils nous disent que si on continue à produire et à consommer de cette manière, on va droit au mur puisque les ressources vont disparaître et les générations futures ne vont pas pouvoir survivre. On est donc face à des limites ; il y a alors **deux attitudes** possibles.

La première est une position plutôt négative : face à la limite on voit ce qu'elle nous empêche, nous entrave, et ne nous permet pas de continuer à faire. C'est comme ça et c'est la limite dans tous les ordres de notre vie. Mais en général, quand on est face à une limite c'est parfois à ce moment là qu'on est capable de **faire quelque chose de radicalement nouveau : c'est la deuxième attitude** ; on se pose alors la question de comment faire autrement. *La limite permet souvent de libérer des ressources nouvelles, de trouver des potentialités et des capacités nouvelles*. S'il n'y a pas de limites, il n'y a pas besoin de changer ; pourquoi aller chercher comment faire autrement ? Donc, c'est cela que nous appelons l'approche positive de la limite.

Je pense aux deux éléments que j'évoquais tout à l'heure, ces solutions, enfin c'est trop de parler de solutions mais aujourd'hui la crise alimentaire permet peut-être de revenir au développement de la culture vivrière en Afrique et de penser la possibilité pour ces pays à une plus grande autonomie alimentaire. N'est-ce pas une manière d'approcher de façon positive cette limite ?

La même chose par rapport au Nord : le fait de pouvoir utiliser autrement des produits agricoles du nord soit pour les agrocarburants soit dans le cadre d'une agriculture de qualité, n'est-ce pas une chance plutôt qu'une menace ? N'est-ce pas une manière de penser une agriculture beaucoup plus intelligente et beaucoup plus au service de la vie ? Donc voilà la question de l'approche positive de la limite. Pour nous c'est une question centrale aujourd'hui dans la manière de se situer face à tous les problèmes que présente le développement durable.

Les enjeux théologiques

Je vais finir, avant qu'on me coupe la parole, par le dernier point : les **enjeux théologiques**. Je disais que les enjeux éthiques que je viens d'évoquer, on peut les faire résonner ; **je parle bien de résonance**. Je ne vais pas chercher au niveau de la théologie, ou de la Bible, ou de la « pensée sociale de l'Eglise » ce qu'ils nous disent sur ces questions de société. Ce n'est pas en termes d'aller chercher des solutions à ces problèmes là, mais c'est **en termes de résonance** : « quand je vois ce type de problème, à quoi ça résonne dans notre tradition chrétienne ? » Je pense que là, dans ce travail que nous avons fait à « **Justice et Paix** » et que nous avons mis un peu en avant, il y a deux **notions profondément théologiques, bibliques mais profondément humaines**, et qui à mon avis résonnent très fortement avec toutes ces problématiques du développement durable.

Notion d'alliance

La première de ces notions, c'est **la notion d'Alliance**. Pourquoi parle t'on d'Alliance ? Parce que, en fait, le développement durable, de manière différente, nous pose aujourd'hui la question des relations : « **comment établissons-nous des relations avec la nature ou avec les autres ?** » Je disais depuis le début que le développement durable, c'est **apprendre à faire projet ensemble**, c'est apprendre à vivre avec d'autres, et à faire des choix collectifs ; c'est donc que **la dimension relationnelle est une question clé et majeure aujourd'hui pour penser le développement durable**. Et quel est le problème ? C'est que souvent ces relations, aujourd'hui, que ce soit avec la nature, que ce soit entre les humains, sont pensées sous forme de domination. Et avec la nature c'est très clair : en général le rapport à la nature se situe entre deux extrêmes. D'une part avec ce que l'on accuse aujourd'hui tout le temps, c'est l'instrumentalisation de la nature : on l'a instrumentalisée parce **qu'on l'a prise uniquement comme un moyen de production, donc on l'a**

exploitée à fond, et aujourd'hui on voit les conséquences ; **elle est en train de nous dire : je n'en peux plus**. Cela c'est une relation de domination de l'homme vers la nature. Qu'a-t-on vu apparaître ? La position ou la réaction à l'extrême opposé. Parfois, quelques mouvements écologistes vont faire une défense de la nature à un tel point que parfois c'est même au détriment de l'humain. Là, la nature devient quelque chose de sacré, quelque chose d'intouchable. Donc *entre ces deux extrêmes, l'instrumentalisation et la sacralisation de la nature, je dirais qu'il y a un même type de relation : c'est une relation de domination, soit l'homme domine la nature, soit c'est la nature qui domine l'homme*. Comment penser aujourd'hui nos relations avec la nature qui ne soient pas une relation de domination ? Ici **intervient la notion d'Alliance** ; après il faut voir ce que l'on met dedans : *l'Alliance permet de dire quelque chose qui n'est pas de la domination*. La même chose entre les humains : je pense qu'aujourd'hui dans nos sociétés, ce sont soit des relations de domination, soit des relations contractuelles. Je pense que l'Alliance dit beaucoup plus que le contrat. **« Comment aujourd'hui penser en rapport avec la nature et entre les humains des relations qui puissent être d'Alliance ? »**

Alors pourquoi cela fait-il écho très fortement avec la théologie et avec la Bible ? L'Alliance est une notion qui apparaît tout au long de la Bible et de l'histoire du peuple de Dieu et c'est une notion qu'il faudrait creuser pour mettre en lien avec ce que nous vivons aujourd'hui. J'évoque juste une petite citation qui est très connue parmi les chrétiens et qui à mon avis dit quelque chose d'essentiel sur l'Alliance et qui peut nous faire réfléchir. Le premier récit où la notion d'Alliance apparaît, c'est dans le livre de la Genèse. Après le déluge, Dieu arrive et dit à l'homme, à celui qui a survécu, à Noé, Il lui dit : *« Je vais faire une Alliance avec toi. »* Il lui dit : *« je te promets que plus jamais je ne vais détruire la terre avec un déluge »*. Vous voyez, c'est un peu bizarre parce qu'il lui dit *« je vais faire Alliance avec toi »*, et en fait *Il lui fait une promesse*. Il lui dit *« Plus jamais je ne vais détruire la terre avec un déluge »*. Je pense que cela dit quelque chose de fondamental de l'Alliance, parce que du moment que Dieu dit à l'homme *« plus jamais je ne vais détruire la terre avec un déluge »*, ***Il est en train de lui dire : « Dorénavant ce qui arrive à la terre c'est autant la responsabilité tienne que mienne »***. *« Tu es autant responsable que moi de faire de cette terre une terre habitable »*. Donc ***l'Alliance ce n'est pas une promesse unilatérale, c'est quelque chose qui sollicite la co-responsabilité***. Avec cette Alliance, en fait, Dieu rend responsable l'homme de la destinée de la planète. Voilà à mon avis quelque chose qu'on pourrait aujourd'hui faire résonner comment justement penser cette Alliance en termes de co-responsabilité, en termes de se sentir tous responsables de faire de cette terre une terre habitable.

Notion de promesse

Je finis avec l'autre notion que j'avais évoquée. **C'est la notion de promesse**. La notion de promesse est aussi très présente dans toute la Bible. Pourquoi cette notion de promesse est-elle en lien avec cette question de développement durable ? Parce que justement quand on parle de développement durable on est souvent dans une approche, je dirais, qui est très fataliste. Le développement durable, quand on en entend parler dans les médias, c'est souvent : *« Attention ! Si vous continuez à produire et à consommer comme cela, on va droit dans le mur, attention, il faut arrêter, il faut stopper »*. On est toujours dans ce discours de menace, on a la mort devant nous, on est en train de condamner à mort les générations futures, Le discours est un discours fataliste, un discours de menace. Alors est-on capable aujourd'hui de penser l'avenir autrement que sous la forme de la mort et la menace ? C'est là que la notion de promesse peut être intéressante, parce que la promesse c'est de dire, de poser la question devant nous : *« est-ce que nous croyons que devant nous il y a un meilleur possible ? »* ***Croyons-nous qu'à travers ces limites on peut arriver à un mode de vie et une qualité qui soient meilleurs que l'actuel ? »*** Donc ce n'est pas simplement essayer de se restreindre pour durer plus longtemps, mais c'est aujourd'hui de dire si on est capable de prendre au sérieux les limites auxquelles on est confronté. Peut-être va-t-on arriver à mettre en place des modes de vie qui sont porteurs de plus de vie que ceux que nous avons aujourd'hui. Donc c'est le fait de dire : *« à travers ces limites aujourd'hui on a la promesse d'une vie nouvelle, la*

promesse d'une vie meilleure ». Voilà pourquoi la notion de promesse me semble aujourd'hui interroger fortement cette approche du développement durable.

Et encore une fois, pour finir juste avec une citation biblique, et là je promets que je m'arrête : la promesse apparaît très souvent dans la Bible, mais il y a encore, pour l'évoquer, un récit qui est très connu, c'est celui d'Abraham. Dieu arrive et dit à Abraham « *si tu quittes cette terre et te mets en marche avec toute ta famille et tout ce que tu as, je vais te conduire vers une terre meilleure, une terre promise* ». Voilà qu'Abraham va tout laisser, va se mettre en marche vers cette terre qu'il ne connaît pas ; et en fait Dieu lui dit, lui fait cette promesse, « *arrivé à cette terre, tu vas en prendre possession* ». Vous savez qu'Abraham après une longue marche qui dure très longtemps, qui est très difficile, va arriver à la terre promise, mais contrairement à ce que Dieu lui avait promis, il ne va pas pouvoir prendre possession de cette terre. Il va mourir sur cette terre comme un étranger. Il va même acheter un morceau de terre pour pouvoir enterrer sa femme. On pourrait se dire que cela commence mal l'histoire du salut avec une promesse qui n'est pas accomplie. Je pense qu'encore une fois là, il y a quelque chose de fondamental qui est dit sur la promesse. Ce que j'entends c'est que quelque part dans ce récit d'Abraham, Dieu est en train de nous dire : « ***la promesse ce n'est pas tellement de pouvoir atteindre le but qui est promis, mais la promesse c'est surtout quelque chose qui nous met en marche, qui nous met en permanence en marche vers quelque chose qu'on ne connaît pas, qu'on ne sait pas, dont on ne sait pas quelle forme cela va prendre, mais c'est surtout quelque chose qui nous met en marche*** ». Est-ce qu'aujourd'hui face aux limites auxquelles on est confronté, cette crise alimentaire qui est dramatique pour plusieurs personnes, on est capable de croire que devant nous il y a une promesse qui nous fait aller de l'avant ***à la recherche d'un meilleur possible***. Et pour moi c'est cela vivre aujourd'hui en profondeur la promesse biblique.

QUESTIONS À ELENA LASIDA

:

Comment pensez-vous concrètement que puisse se faire le retour des pays du Sud à l'agriculture vivrière ? Cela pose aujourd'hui la question des élites locales qui se sont enrichies, les multinationales qui dominent ces pays ? Est-ce qu'il y a un organisme international qui peut aider à ce retour à l'agriculture vivrière ? Est-ce que cela veut dire que chaque pays doit viser à être autosuffisant et que veut dire la mondialisation dans cette perspective ? Est-ce que la mondialisation peut aider, est-ce qu'elle peut être vue comme une façon d'échanger des savoir-faire et d'aider ces pays au retour à la culture ?

Agriculture vivrière

Je pense que cela est une question fondamentale et je n'ai pas la réponse à cette question. A mon avis, justement, je l'ai posée comme une piste de recherche plutôt que la solution au problème. Pourquoi cela me semble une piste sérieuse qui vaut la peine d'être creusée ? C'est vrai, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on va décider de revenir à la culture vivrière dans ces pays où toute cette culture a été abandonnée, que cela va se faire, et que cela va marcher. On dit qu'aujourd'hui il y a beaucoup d'intérêts qui sont en cause à l'intérieur de ces pays et de ces populations. Vous parliez des élites à l'intérieur et des intérêts économiques extérieurs, notamment les multi nationales qui parfois exploitent les richesses de ces pays, là il y a

évidemment beaucoup d'intérêts qui sont très différents. Et là, je fais le lien avec ce que je disais autour de la notion d'alliance. Aujourd'hui le retour à la culture vivrière n'est pas simplement une solution qu'on peut aborder en termes techniques, c'est de dire aujourd'hui on va pouvoir développer la production au niveau local, et donc cela devient à nouveau possible. Ce n'est pas tellement une question technique au niveau de l'agriculture, au niveau des systèmes de production. C'est surtout une **question de politique** au sens que j'évoquais tout à l'heure. La question c'est comment aujourd'hui on est capable, entre ces différents intérêts en cause, de créer des relations nouvelles, créer des alliances nouvelles. Et là, évidemment, cela ne suffit pas que les petits paysans de ces pays décident tout seuls de se mettre à cultiver à nouveau. Il va falloir voir avec les gouvernements de ces pays, avec les groupes économiques de ces pays. Vous savez qu'en Afrique, aujourd'hui, la Chine est très présente. Elle est en train d'investir d'une manière massive. Donc ce n'est pas simplement les multinationales des pays développés ; aujourd'hui il va falloir aussi négocier avec la Chine. Vous voyez, la question de l'alliance, ce n'est pas simplement une question idyllique de dire voilà maintenant on va être plus amis qu'ennemis. Non, c'est de dire aujourd'hui, face à cette question qui peut être une manière nouvelle pour l'Afrique de se développer, il faut surtout penser une nouvelle manière de décider ensemble et comment développer cette possibilité. Ce n'est pas simplement une question technique, pas seulement une question économique au sens réduit du terme. C'est fondamentalement une question politique. C'est là où à mon avis la question de l'alliance est importante.

Mondialisation

La question est très délicate et intéressante. Finalement si on donne les moyens à chaque pays d'être autonome au niveau de l'alimentation, est-ce que cela ne va pas à l'encontre de la mondialisation ? Par la mondialisation, en fait, on est de plus en plus reliés, et là il y a un mouvement un peu inverse que parfois on défend : celui qu'on appelle la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire que chaque pays puisse subvenir aux besoins de l'alimentation de sa population. Je pense qu'aujourd'hui, en fait, cette autonomie alimentaire il ne faut pas la penser uniquement en termes : il faut que le pays puisse produire tous les aliments nécessaires pour sa population. Cela peut passer par un échange de produits avec d'autres pays. *Quand on dit souveraineté alimentaire ou autonomie alimentaire, c'est plutôt le fait de pouvoir choisir et d'avoir la capacité de ne pas dépendre pour l'alimentation de sa population des choix des autres.* C'est cela l'autonomie ou la souveraineté alimentaire. Et à mon avis, cela est tout à fait compatible avec la mondialisation.

La mondialisation qu'est-ce que c'est ? C'est surtout un mouvement d'interdépendance entre les pays. Donc ce qu'il faut c'est que la mondialisation soit bien **des relations d'interdépendance et non pas des relations de dépendance**. Malheureusement, dans la mondialisation actuelle, il y a entre certains pays, et parfois entre le Nord et le Sud, une relation de dépendance. Il faut que la mondialisation soit de la véritable interdépendance, c'est-à-dire que autant le Sud dépend du Nord, autant le Nord dépend du Sud. Il faut que l'on puisse décider à égalité comment se fait cet échange, cette interdépendance. Pour moi c'est cela l'autonomie financière, parce que aujourd'hui aucun pays du monde ne peut se replier et produire tout seul les biens dont il a besoin, même pas les Etats-Unis ; aucun pays d'Europe, aucun pays aujourd'hui ne peut subvenir de manière complètement isolée, aux besoins de sa population. On est complètement interdépendants. Entre les pays européens, on pourrait dire entre les Etats-Unis et l'Europe il y a des relations qui sont plus au niveau de l'interdépendance. Avec les pays qui n'ont pas justement cette capacité de présence au niveau de la scène internationale, la relation est beaucoup plus inégale avec beaucoup plus de dépendance. Pour moi l'autonomie alimentaire ou la souveraineté alimentaire va tout à fait de pair avec la mondialisation, avec une mondialisation où chacun peut avoir sa place pour défendre ses intérêts, indépendamment, que l'on vienne d'un pays pauvre ou d'un pays riche. Pour moi ce n'est

pas contradictoire, cela va ensemble, mais avec un certain type de mondialisation, pas avec une mondialisation où il y a des relations de domination.

Pour rebondir sur votre développement, est-ce que vous pouvez nous esquisser un peu plus loin comment cette interdépendance peut jouer entre le Nord et le Sud et en particulier qu'est-ce que le Nord peut attendre du Sud ?

Autre question : vous avez fait une analyse de la cause de la crise alimentaire, assez rapide, mais vous nous avez cité 4 causes qui étaient : l'augmentation du niveau de vie dans les pays en développement, la production des biocarburants, la hausse des prix du pétrole et les effets de la spéculation sur les marchés, N'y a-t-il pas une 5^{ème} cause qui serait la croissance démographique et est-ce que cette question de la croissance démographique ne conduit pas à revoir la position de l'Eglise sur la question de la fécondité, je dirais, sous contrôle ?

Sur les relations Nord/Sud, encore, la question « *qu'est-ce que le Nord peut attendre du Sud ?* » est une question très intéressante. Avant cela, quand vous avez posé la question, vous avez dit : « *Comment penser aujourd'hui, autrement ces relations Nord/Sud ?* » et, en particulier « *qu'est-ce que le Nord peut attendre du Sud ?* »

Comment penser aujourd'hui autrement ces relations Nord/Sud ?

A mon avis, il va falloir inventer, mais justement c'est de penser dans les espaces de décisions internationales, que les pays du Sud, même s'ils n'ont pas des moyens financiers importants puissent participer dans les décisions, à égalité avec les pays du Nord. Vous savez que dans les grandes institutions internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale, le poids dans les décisions c'est en fonction du capital apporté, ce qui, quelque part, est aussi légitime puisque ce sont des institutions financières. Cela veut dire que toutes les décisions là sont prises à partir des pays riches, parce que ce sont surtout eux qui ont la possibilité d'apporter un plus grand capital. Est-ce qu'aujourd'hui il ne faudrait pas, au sein de ces institutions, penser à la possibilité, pour certains pays, de participer indépendamment de leur apport financier. Donc, voilà une chose très concrète sur laquelle on est en train de travailler. Il y a beaucoup d'associations et d'ONG aujourd'hui qui réclament un certain type de réformes à l'intérieur de ces institutions comme le FMI et la Banque Mondiale. Par exemple, une des choses qu'ils demandent, c'est la possibilité dans ces institutions d'une participation plus large, et notamment des pays du Sud, qui ne soit pas en proportion du capital apporté.

Voyons une autre institution, où les critères de décision sont différents, comme l'OMC. C'est une institution qui n'est pas du tout financière, donc ce n'est pas en fonction du capital : c'est « *un pays = une voix* ». Quel est le problème à l'OMC ? De toute manière, même si tous les pays ont le droit d'être présents dans les négociations et le pouvoir d'avoir sa voix, le problème pour les pays du Sud c'est qu'en général ils sont mono-producteurs ou producteurs de un ou deux biens, donc ils n'ont aucun intérêt à être présents dans les décisions et les négociations sur d'autres produits que ceux qu'ils font ; et d'autre part, avoir un siège permanent au sein de l'OMC coûte très cher. Donc comment aider ces pays qui n'ont pas les moyens à avoir une présence plus importante au sein d'une institution qui déjà permet la participation dans les discussions et dans les décisions ?

Voilà des choses très concrètes et ponctuelles, mais cela ne suppose pas de penser un monde complètement idyllique, qui soit basé sur des lois complètement différentes. Il faut partir des institutions qui existent déjà, et voir comment aujourd'hui on est capable, à l'intérieur de ces espaces, de ces institutions, de penser plutôt des relations d'alliance, que de domination, pour pouvoir donner une place plus importante aux pays qui n'ont pas les moyens.

Qu'es-ce que le Nord peut attendre du Sud ?

C'est une question à se poser d'une manière sérieuse. Aujourd'hui on voit bien que dans toutes les questions environnementales que le Nord dépend du Sud ; par exemple sur la question de la pollution on ne peut pas trouver de solution indépendante du Sud ; ce qui se passe avec la forêt Amazonienne au Brésil a des effets sur toute la planète. Voilà un exemple clair de pourquoi le Nord aujourd'hui dépend du Sud mais la question que vous posez est autre et pour moi c'est la question intéressante, *ce n'est pas simplement que le Sud est une limite pour le Nord* mais c'est plutôt : « *le Sud peut-il apporter quelque chose au Nord. ?* » Là, il faut commencer par créer des lieux de rencontre pour savoir ce qu'ils peuvent apporter. Je pense qu'en Europe et dans les pays développés la recherche actuelle porte sur un tout autre rapport à la terre, une autre manière de cultiver, un autre rapport à la nature. Ainsi des pays beaucoup moins industrialisés et ayant un rapport avec la nature parfois marqué par toute une culture et une tradition, ont un respect de la nature tout autre que celui que nous avons ici où la nature a été souvent réduite à un moyen de production. Je pense que là le Sud a quelque chose à apporter au Nord : cette manière différente de voir la nature, de voir ce que cela veut dire de vivre avec une certaine harmonie et de respecter justement l'équilibre de la nature. Il y a un savoir vivre dans certains pays du Sud qui est beaucoup plus fort que nous et à mon avis là il peut y avoir un apport. Je dis cela comme un petit ou comme un grand exemple mais pour savoir ce que l'autre peut m'apporter, il faut commencer par le rencontrer. Il faut faire un travail énorme pour dépasser les représentations que chacun a de l'autre. Nous croyons connaître les autres pays et notamment ceux du Sud mais nous avons surtout et c'est réciproque (ce n'est pas seulement le Nord par rapport au Sud) toute une représentation de ce que sont ces pays de même que les pays du Sud ont toute une représentation de ce que sont les pays du Nord. Il faut se donner des espaces très gratuits pour apprendre à dépasser ces représentations et à se connaître et se reconnaître autrement. C'est une question ouverte et un défi énorme. Voyons-nous dans le Sud une richesse qu'il peut nous apporter et que nous n'avons pas ?

Cela fait le lien avec une notion qu'il faudrait revisiter en termes de développement durable, c'est la notion de **solidarité**. Souvent quand on pense « **la solidarité** », on pense à venir en aide à celui qui est dans le besoin. En général, on dit : on est solidaire à l'égard de quelqu'un qui est dans le besoin, dans le manque, dans la souffrance. On est solidaire à l'égard de celui qui manque de quelque chose. Donc on pense surtout la solidarité en terme de combler un manque. **Celui-là manque de quelque chose donc je fais un geste de solidarité en essayant de lui donner ce qui lui manque**. En fait il faut penser la solidarité d'une manière radicalement nouvelle. Il ne faut pas la penser en terme de combler un manque, mais plutôt en terme de **développer une potentialité de l'autre pour faire quelque chose avec lui** ; aller chercher chez celui qui est dans le manque, pas tellement ce qui lui manque que je peux lui apporter, mais **ce qu'il a de richesse propre qui peut apporter quelque chose à un projet commun**. Il y a une anecdote que j'aime beaucoup évoquer quand je parle de cette approche de la solidarité, c'est avec l'abbé Pierre : on raconte que lorsqu'il a eu son premier compagnon, celui-ci lui avait dit : « *je veux me suicider* » ; et l'abbé Pierre lui a répondu : « *bon si tu veux, mais moi j'ai besoin de toi pour construire une maison* ». Pour moi c'est cela la solidarité : à quelqu'un qui vient de dire j'ai envie de me suicider, cela veut dire que l'on est dans une situation de souffrance radicale ; l'abbé Pierre ne lui a pas dit raconte moi ce qui se passe, ce que je peux faire pour toi ; non, il lui a dit : « *j'ai besoin de toi pour construire une maison* » c'est-à-dire j'ai besoin de toi pour faire quelque chose avec toi. Voilà qui invite à penser la solidarité d'une manière radicalement nouvelle. C'est en ce sens là aussi qu'il faudrait penser la solidarité entre le Nord et le Sud. Ce n'est pas tant d'aller voir ce qui manque au Sud pour le lui donner : le progrès technique, l'industrialisation ou les connaissances qui lui manquent. C'est de dire est-ce que le Sud a quelque chose qui nous manque et dont nous avons besoin pour construire quelque chose ensemble.. Je n'ai pas la réponse, c'est à découvrir ensemble. Il faut se donner les

moyens et des moyens très gratuits pour apprendre à se connaître autrement que par les représentations que nous avons des uns et des autres, C'était la première question.

La croissance démographique

Maintenant la croissance démographique. C'est vrai il y a aussi cela. Je ne l'ai pas évoquée parce que je pense que la croissance démographique est une question qui est aujourd'hui très débattue. En partie, notamment en Afrique, la question démographique peut être un problème pour certains pays et cela a augmenté la demande des céréales et des biens alimentaires dans ces pays. Mais je dirais qu'aujourd'hui au niveau mondial, ce n'est pas la principale menace. Vous savez que dans les quarante dernières années la population a été multipliée par deux. Elle est passée de 3 milliards à 6 milliards d'habitants, et la production dans ce même laps de temps a été multipliée par 5 au niveau mondial. Avec tous les problèmes au niveau de la crise alimentaire on entend à nouveau parler de Malthus. Vous savez, Malthus était celui, au XVIIIème siècle, qui disait : « **le problème c'est que la population va augmenter de manière beaucoup plus importante que la production** ». On utilise aujourd'hui cette arme de Malthus. Mais je crois qu'aujourd'hui, (ce n'est pas pour dire que la question de la population n'est pas un problème : parce que pour certains pays, je pense en particulier pour l'Afrique, cela peut être un problème) le problème de production et le problème de la distribution ne sont pas au même niveau.

Par rapport à la position de l'Eglise sur ce thème là, je pense, (la question m'avait été posée aussi aux semaines sociales) , que c'est un des domaines où l'Eglise doit revisiter son discours. Si elle doit revisiter son discours par rapport au contrôle des natalités, ce n'est pas tellement à cause des risques d'augmentation de la population, mais pour moi c'est une question éthique majeure. C'est, comment on se situe aujourd'hui face à la vie ? Aujourd'hui, quelle question éthique pose la question du contrôle des naissances ? La question c'est celle du rapport à la vie plutôt que de dire : « voilà, aujourd'hui, il faudrait accepter le contrôle des naissances car on ne peut pas accepter cette augmentation démographique ». Je pense que ce n'est pas une bonne manière d'aborder le discours de l'Eglise sur ces questions là. Ceci dit, je suis totalement d'accord, mais cela serait le thème d'une autre conférence, pour revisiter et revoir en profondeur, le discours de l'Eglise sur le contrôle des natalités.

Une question d'actualité sur les OGM ; Quelle est votre position par rapport aux OGM ? Est-ce qu'ils contribuent et favorisent le développement durable ou vont à l'encontre du développement durable ? Est-ce que ne pas les utiliser c'est se priver d'une source importante et est-ce que ce n'est pas un recul vis-à-vis du développement durable ?

Une deuxième question qui fait un peu écho au thème de ce soir, c'est finalement vous avez parlé ce soir du FMI, de l'OMC, de la Banque Mondiale, des pouvoirs politiques. Et nous la dedans ? Comment est-ce qu'on peut être acteur à notre niveau, avec nos faibles moyens ? Que pouvons-nous faire ? Est-ce que par exemple on doit organiser un mini Grenelle de l'environnement à Rueil ? Quelles pistes pour de modestes citoyens tels que nous sommes ?

Sur les OGM

Sur les OGM, je ne suis pas du tout une spécialiste, donc je ne vais pas vraiment m'exprimer. Je crois que la question des OGM est un grand thème de débat aujourd'hui. Pour moi, c'est là où l'on voit très clairement une des dimensions éthiques que je soulignais par rapport au développement durable et que face à toutes les solutions qui sont aujourd'hui envisagées, on ne peut pas avoir une réponse absolue de « oui » ou « non ». C'est une bonne solution, c'est une mauvaise solution. Je pense que les OGM montrent très bien que ça peut avoir un côté positif en termes de grande production et avec moins de produits chimiques, mais que cela peut avoir des effets très nocifs pour

la santé humaine et pour la nature. Puis il y a tous les intérêts économiques liés à la production des OGM. Je pense que c'est une question, mais qu'il ne faut pas chercher à répondre *oui* ou *non*, pour ou contre les OGM. Il faut montrer tous les aspects. Il y en a qui peuvent être positifs pour les uns et négatifs pour les autres. **Je ne réponds pas, mais j'invite à se poser la question en termes plus larges.**

Que pouvons-nous faire, nous ?

Qu'est-ce que nous nous pouvons faire ? Je pense que l'idée *d'un Grenelle à Rueil c'est une très bonne idée*. En tout cas cela suggère de créer des espaces, au niveau local, des espaces de débats publics autres que ce qui existe où *on peut créer des relations nouvelles par rapport aux décisions de la vie en commun au niveau local*. Je pense que, là, il faut inventer, il faut sortir des choses qui existent déjà et *inventer des formes nouvelles*. Je pense qu'au niveau local il y a plein d'initiatives nouvelles sur, justement, comment vivre autrement dans un même espace. Il y a plusieurs des ces choses que nous avons évoquées au début. *Je vous parlais du thème de la mobilité durable*, ce que nous avons essayé, ici, c'est de voir toutes les initiatives qu'il y avait en termes de mobilités autres, c'est-à-dire, par exemple : utiliser moins la voiture aujourd'hui mais c'est au niveau beaucoup plus existentiel, je dirais. Ce n'est pas simplement le fait de ne pas utiliser la voiture et d'utiliser les transports en commun, *mais c'est aussi d'apprendre à vivre autrement*. Parce que la mobilité, c'est une valeur en soi dans nos sociétés, il faut être le plus mobile possible, il faut surtout se déplacer de plus en plus vite. Cela suppose de penser si se mobiliser moins, se déplacer moins ne peut pas aussi être porteur d'une meilleure qualité de vie, avec une qualité autre, où la valeur n'est pas associée à la vitesse, le fait de pouvoir aller plus loin et plus vite, mais au fait de pouvoir être présent d'une manière différente là où l'on est. L'idée n'est pas tellement de réduire aujourd'hui la mobilité, mais c'est peut-être de *penser autrement dans nos modes de vie comment nous nous déplaçons*, et comment nous nous mobilisons. Alors, cela passe par des choses très concrètes.

Dans plein de localités on a mis en place des choses collectives très intéressantes. Je ne sais pas si vous avez cela à Rueil pour déposer les enfants à l'école : *je pense aux bus pédestres (Pédibus)* : au lieu que chacun aille, avec sa voiture, déposer son enfant à l'école, on organise entre plusieurs parents de l'école un bus où on n'utilise pas la voiture. En général, ici, les écoles sont assez proches des maisons, et on passe chercher les enfants par un itinéraire comme si on était un bus. *Ce sont les parents qui prennent cela en charge*. Cela demande une organisation énorme. On n'utilise pas la voiture, mais ce qui est très intéressant c'est quand les gens racontent cette expérience, ils disent tout ce qu'ils ont eu et qu'ils n'avaient pas avec l'utilisation individuelle de la voiture. D'une part, ils ont fait connaissance avec plein de personnes, notamment des parents, pour mettre au point le projet. D'autre part, c'était très intéressant en termes d'éducation de l'enfant, parce qu'avant, un enfant était pris comme un objet et déposé à l'école ; là on lui apprend déjà, dès qu'il quitte la maison à devenir responsable de son déplacement, parce que on ne le prend et ne le dépose pas comme un paquet. Du moment que c'est organisé avec un groupe de personnes, il faut aussi que l'enfant prenne une part de responsabilité. Vous voyez, moins de confort, moins de vitesse, un travail énorme d'organisation et de mise en contact et peut-être des relations nouvelles, parce que ces relations ensuite peuvent ne pas se réduire uniquement au fait de déposer les enfants à l'école, mais aussi toute une éducation nouvelle au niveau de la responsabilité au niveau de l'enfant. C'est cela que nous pouvons faire, là où nous sommes : penser les choses que nous pouvons faire le plus habituellement, les courses, comment aller au travail, nos loisirs, et le penser d'une manière nouvelle :

- dire non seulement je vais moins utiliser la voiture et je vais utiliser les transports en commun ou faire du co-voiturage, mais dire : *si je fais du co-voiturage, peut-être cela va être l'occasion d'établir une relation nouvelle que je n'avais pas*. Evidemment, le co-voiturage est beaucoup moins confortable que de prendre sa voiture personnelle, mais c'est

peut-être l'occasion de développer une relation nouvelle. C'est cela, pour moi, la traduction de ce que je disais tout à l'heure, *l'approche positive de la limite*.

- dire, oui, aujourd'hui il va falloir utiliser moins la voiture, il va falloir réduire notre déplacement et notre mobilité. Mais peut-être qu'en se déplaçant moins on peut retrouver un niveau de vie plus relationnel, plus en harmonie avec soi-même, avec plus de temps pour soi, et donc gagner en qualité de vie.

Toutes ces initiatives, tous ces changements demandent, en fait, *d'apprendre à faire avec d'autres*. A mon avis cela est le grand risque du développement durable. On entend partout dire : il faut dans toutes nos habitudes quotidiennes, utiliser moins d'eau, éteindre les lumières quand on sort d'une salle, fermer le robinet quand on se brosse les dents ; tous ces gestes quotidiens, il faut apprendre à les faire autrement pour faire attention aux ressources. Et ça c'est très important, mais je pense qu'aujourd'hui le développement durable ne peut pas se limiter à cela. Ce n'est pas simplement un changement des habitudes quotidiennes, **c'est apprendre à vivre ensemble autrement**. Il faut créer des espaces là où l'on est, des espaces de relations nouvelles, des espaces où on met en place de petits projets : *le « pédibus » est un projet qui ne demande aucun investissement technique mais qui demande de l'inventivité*, du temps et de l'organisation. A mon avis, *c'est cela que nous pouvons faire*.